

*Les crédits*

qu'au cours de ce débat et des autres débats que nous tiendrons sur ce document, nous ferons la lumière sur toutes les responsabilités qui doivent être prises.

Étant donné les circonstances, j'ai choisi d'attirer l'attention de la Chambre sur un exemple qui montre comment une petite décision mauvaise peut causer une grande catastrophe.

**Le président suppléant (M. Paproski):** La parole est au député de Glengarry—Prescott—Russell pour une question supplémentaire et ensuite au député de Chambly.

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, je veux simplement faire une brève remarque supplémentaire pour dire à mon collègue que le but de mon intervention n'était pas de rejeter le blâme exclusivement sur les gouvernements des autres pays, mais plutôt de faire ressortir le fait que, collectivement, et individuellement aussi dans une certaine mesure, nous avons tous été négligents à cet égard.

Je me suis servi de cet exemple pour montrer comment, dans le cas d'Akwesasne, les dommages ont été causés par les usines situées du côté américain. Je reconnais qu'il y a probablement des régions dans notre pays où nous avons fait des choses semblables qui ont nui tant aux Américains qu'aux Canadiens. La situation aurait fort bien pu être inversée.

Je veux insister encore une fois sur le fait que, dans ce cas particulier, les dommages ont été causés par des usines qui ne sont situées qu'à quelques centaines de pieds, mais qui sont néanmoins dans un autre pays. Voilà la remarque que je voulais faire.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député veut-il répondre?

**M. McCurdy:** Monsieur le Président, j'ai pensé, parce que mon collègue du comté d'Essex est assis à côté de moi, qu'il serait bon de répéter que nous ne sommes qu'à quelques centaines de mètres de Détroit. Cette ville a un système de traitement des eaux usées très inadéquat.

Il y a quelques mois seulement, les Américains ont commencé à déverser des millions de gallons d'eaux usées non traitées dans les Grands Lacs. Il doit effectivement y avoir un effort concerté le long de la frontière canado-américaine pour voir à ce que chaque pays respecte l'environnement de l'autre. La seule façon d'y arriver, c'est de conclure une entente de contrôle de la pollution transfrontalière qui porterait sur de nombreux domaines comme la pollution de l'air, la pollution de

l'eau, l'installation des centrales nucléaires et ainsi de suite, parce que la pollution ne reconnaît pas les frontières.

• (1550)

[Français]

**M. Phillip Edmonston (Chambly):** Monsieur le Président, j'ai été très impressionné par la connaissance du problème, de la part de mon collègue de Windsor—Sainte-Claire. Moi aussi, je pose des questions au gouvernement au sujet du document, le Plan vert qui a été dévoilé hier par le ministre de l'Environnement. Il n'y a pas que nous, les députés, qui avons des questions sur le Plan vert qui vient d'être dévoilé, mais également les gens de ma circonscription, qui ont demandé des précisions.

Maintenant, j'aimerais poser une question au sujet des pesticides, parce que je reconnais que l'honorable député de Windsor—Sainte-Claire a une formation scientifique, monsieur le Président. Je voudrais seulement lui dire que, selon un article publié dans le *Journal vert*, il semblerait qu'une source très bien informée, au sein de l'Union des producteurs agricoles, et qui requiert l'anonymat, a révélé que certains producteurs d'oignons et de pommes utilisaient des pesticides non homologués par Ottawa. Un représentant de Agriculture Canada, M. Jacques Audet, aurait même affirmé: Bien que nous ne soyons pas en mesure de le prouver, il y a tout lieu de croire, en fonction des échantillonnages sur le terrain, que l'utilisation illégale des pesticides non homologués se fait dans certains cas sur une grande échelle. Voici donc ma question à l'honorable député de Windsor—Sainte-Claire: Est-il au courant de ce problème de pesticides? Et est-ce qu'il pense que le gouvernement a vraiment fait face à cette question dans le Plan vert?

[Traduction]

**Le président suppléant (M. Paproski):** J'espère que le député de Windsor—Sainte-Claire répondra de façon succincte. Merci.

[Français]

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** La réponse, naturellement, est non, monsieur le Président.

[Traduction]

**M. Gauthier:** Monsieur le Président, en tant que leader et whip de l'opposition, je voudrais remercier les députés d'avoir permis la prolongation du débat d'aujourd'hui. C'est un débat important, mais nous sommes vendredi, beaucoup de députés voudraient partir pour la fin de